



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 29 novembre 2021

Guadeloupe-Martinique :

Si violence il y a, c'est celle de l'ordre colonial et de la pauvreté

Un vent de révolte souffle sur la Guadeloupe et la Martinique : grèves, manifestations, barrages de route dont certains sont défaits par la police et aussitôt reconstruits. C'est la colère légitime des plus pauvres, salariés et chômeurs qui explose face au mépris des autorités. Le passe sanitaire imposé par le gouvernement, qui a brutalement suspendu de leur travail, sans solde, des centaines de soignants, de pompiers et d'autres salariés, a été une injustice de plus qui a fait déborder le vase. Mais c'est plus largement la colère sociale contre les conditions de vie, le chômage et la misère qui a explosé.

Les Macron et Castex, et leurs amis patrons, osent donner des leçons de santé et parler de « *non-respect des règles sanitaires* », eux qui sont les responsables de la situation, y compris de la méfiance face à un vaccin bien utile. Si la dernière vague de Covid s'est transformée en catastrophe, c'est bien du fait du délabrement des structures de santé à Pointe-à-Pitre ou ailleurs.

Après avoir envoyé des contingents du Raid et du GIGN et instauré un couvre-feu au prétexte d'incendies et pillages, Macron et ses ministres ont dû changer de ton devant une colère contre les inégalités et la pauvreté qui pourrait et devrait même déborder les Antilles.

Et le gouvernement d'annoncer quelques mesures dérisoires pour tenter de faire retomber la colère, comme le report de l'obligation vaccinale au 31 décembre (plus d'urgence donc ?). Le ministre des Outre-mer, Lecornu, dépêché sur place ce dimanche, a lancé une vague formule d'« autonomie » possible, dans l'espoir qu'elle allèche quelques élus et notables locaux espérant y glaner quelques postes et prébendes.

Le problème n'est pas là. Tout comme est dérisoire la soudaine promesse d'un millier d'emplois « aidés » pour les jeunes. C'est un travail et un salaire décent qui sont demandés, pas de vagues promesses.

Contre l'incurie des pouvoirs publics

La mobilisation lancée par des collectifs d'organisations syndicales, politiques et associatives, avec le mouvement de grève qui a éclaté, posent tous les problèmes sociaux.

Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique : manque d'hôpitaux, mais aussi un réseau d'eau qui, en Guadeloupe, se dégrade au point de priver de nombreuses familles d'eau potable... mais pas de payer les factures aux compagnies. La corvée d'eau fait partie du quotidien, ce qui nous ferait tous sauter au plafond en France !

Autre scandale, celui du chlordécone, ce pesticide

ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, alors qu'il était interdit en France, qui pollue encore les terres et empoisonne aujourd'hui plus de 90 % des Antillais, provoquant des maladies graves.

Colère des travailleurs et des jeunes

À cela s'ajoutent un chômage de masse (40 % chez les moins de 30 ans), une vie dans des quartiers populaires délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse insupportable pour la population la plus pauvre.

Il est donc plus que salutaire que des soignants, des pompiers, mais aussi des enseignants, des pompistes, des territoriaux et des travailleurs de l'hôtellerie-restauration se révoltent contre cette situation. Les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, le manque généralisé de moyens pour vivre.

Vive la lutte des travailleurs antillais !

Sur les piquets de grève et les barrages, ils ont dû faire face à la répression brutale des forces de l'ordre, à des arrestations. D'autant plus brutale que l'ordre et le mépris colonial, celui de l'État comme celui des « békés », les descendants des colons qui possèdent les plantations et dominant l'économie locale, rendent la vie encore plus dure qu'ici.

Le succès de leur lutte est capital pour nous aussi. Par leur mobilisation et leurs revendications contre la dégradation sociale, les travailleurs de Guadeloupe et Martinique montrent la voie.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



A quand la prochaine ?

Mardi 16 novembre nous avons répondu présents à l'appel de nos syndicats en étant plusieurs centaines lors du rassemblement de 12h ou par notre simple présence sur site. Une échéance qui nous a permis de nous retrouver - parfois avec des collègues que nous n'avions pas vus depuis des mois - et de mesurer combien nous étions nombreux à rejeter le projet ALTO tel qu'il existe.

La direction elle-même n'a pu nous ignorer, malgré l'absence de prises de parole et le lieu choisi, si bien qu'elle a dû envoyer Bruno Bertin - le DRH France - soi-disant pour tenter de nous rassurer, plutôt pour minimiser autant que faire se peut l'ampleur de la mobilisation devant les journalistes.

Cette première date a été pourtant une réussite, mais il s'agit d'envisager dès maintenant une suite pour maintenir la pression sur la direction et discuter de nos conditions.

Attaque générale qui mérite une riposte générale

Le patronat veut casser la convention collective de la métallurgie qui concerne 1,4 millions de salariés dont ceux de PSA. Il veut notamment diminuer nos primes et nos congés d'ancienneté, nos majorations pour les heures supplémentaires, le nombre de jours payés en cas de maladie et faciliter le travail le dimanche...

Nos salaires sont déjà bloqués, maintenant l'objectif est de les baisser avec cette réforme. Jeudi dernier a eu lieu à Paris, une manifestation de plusieurs milliers de salariés avec ceux de PSA, Renault, Airbus, Naval Group, Thalès, Arcelor Mittal, SKF... Une première échéance qui a permis de montrer le rejet de cette attaque mais qui devra être suivie d'une mobilisation bien plus large pour la repousser.

Encore un sous-traitant de PSA menacé !

L'usine Benteler près d'Auxerre (Yonne), qui fabrique châssis et autres pièces, notamment pour PSA, est menacée de fermeture. 400 ouvriers (dont une cinquantaine de couples) sont menacés de perdre leur emploi. Ils ont fait une semaine de grève et 700 manifestants ont défilé mardi dernier dans la ville.

La direction a fait travailler les samedis et dimanches pour faire financer par les ouvriers eux-mêmes leurs licenciements futurs. Les prétendus repreneurs sont spécialisés dans la sous-traitance des fermetures, touchant au passage les subventions publiques. Les Benteler n'ont pas dit leur dernier mot !

SAM Viviez : le combat continue !

Le tribunal de commerce de Toulouse vient d'annoncer la cessation immédiate d'activité de la SAM à la date du 10 décembre, condamnant ainsi 350 salariés et tous les emplois induits.

Malgré les quelques 300 jours de lutte des salariés, Renault, le principal donneur d'ordre, refuse d'envisager une solution pour maintenir les emplois. Alors les salariés comptent bien le faire payer : ils occupent déjà leur usine

et prévoient une manifestation le 1^{er} décembre pour contester les suppressions d'emplois dans la métallurgie.

Suppressions d'emplois, restructurations, chez les constructeurs ou chez les sous-traitants, pour faire reculer les Renault et autres PSA, c'est tous ensemble qu'il faudra s'y mettre !

Manifestation 4 décembre : des moyens pour la santé

20 % de lits d'hôpital fermés, des services entiers d'urgences fermés, 1 300 élèves infirmiers qui ont démissionné en cours d'étude ces trois dernières années, des vagues de démissions chez les hospitaliers déjà embauchés tant la surcharge et les conditions de travail à l'hôpital deviennent intenable.

Macron lors de son allocution, se vantait de « soutenir les soignants » et d'avoir « investi dans la santé » ! Ce qui a été obtenu, ce sont les hospitaliers qui ont l'ont imposé par la lutte et la grève.

La manifestation du 4 décembre appelée par différents collectif et syndicats est l'occasion d'un rendez-vous de toutes les luttes pour un même objectif : Des embauches et une augmentation générale des salaires !

Manger à sa faim ne doit pas être une question de solidarité !

Ce week-end a eu lieu la 37^e collecte nationale de la banque alimentaire. Alors qu'entre janvier et juin dernier, les entreprises françaises du CAC40 ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits, 9,3 millions de travailleurs vivent encore sous le seuil de pauvreté et n'ont pas de quoi répondre à leurs besoins premiers. La survie de millions de personnes ne doit pas dépendre de notre solidarité. Pour se nourrir, se loger, se chauffer... pas un revenu sous 2 000 euros ! Castex lui-même a avoué qu'en dessous de cette somme on ne s'en sortait pas.

La campagne de Philippe Poutou

Notre camarade, seul ouvrier en lice pour la présidentielle, continue de porter les revendications essentielles du monde du travail dans cette campagne. Lors de deux meetings tenus cette semaine à Toulouse, le 23 novembre, plusieurs centaines de personnes ont pu l'entendre appeler notamment à « l'expropriation des capitalistes ». Ce week-end à Paris, Philippe était évidemment présent pour la manifestation contre les licenciements. Licencié par Ford après une longue lutte, il était particulièrement bien placé pour conseiller aux travailleurs menacés de « retrouver du culot dans les revendications, pour ne plus être sur la défensive ».

Retrouvez les bulletins L'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

